

Conditions générales d'utilisation du service

Le syndicat Azur (ci-après « le syndicat ») offre aux Utilisateurs de son site Internet « www.syndicat-azur.fr » (ci-après « Site du syndicat »), un accès au service de mise en relation des habitants (ci-après « Service ») pour la publication gratuite d'annonce.

Les présentes conditions générales d'utilisation (« CGU »), soumises au droit français, ont vocation à régir l'utilisation du Service du site « www.syndicat-azur.fr ». Votre accès ou votre utilisation du site emporte votre acceptation expresse et sans réserve des présentes CGU, incluant notamment la Charte des données personnelles.

Si vous accédez ou utilisez le Service pour le compte d'une personne morale, vous garantes au syndicat, que vous détenez l'intégralité des droits, des autorisations et des pouvoirs nécessaires pour accepter les présentes CGU, au nom de la société, association, ou tout autre entité.

Enfin, il est conseillé à l'Utilisateur de consulter régulièrement la dernière version des Conditions d'Utilisation disponible sur le site « www.syndicat-azur.fr ».

SOMMAIRE

1 GLOSSAIRE

2 DESCRIPTION DU SERVICE

2.1 Personnes autorisées à utiliser le Service

2.2 Accès et inscription au Service

2.3 Le Portrait et les Annonces de l'Utilisateur

2.4 La messagerie

3 LES OBLIGATIONS DE L'UTILISATEUR

3.1 Les obligations relatives à la création et à l'utilisation du Portrait

3.2 Le respect des prescriptions légales

3.2.1 Protection de l'Ordre Public

3.2.2 Respect de la législation en vigueur

4 Règles de comportement et Vigilance de l'Utilisateur

4.1 Règles de comportement à l'égard des autres utilisateurs

4.2 Protection des mineurs

4.3 Rencontres hors-ligne

5 LIMITATION DE RESPONSABILITE

6 DROITS ET LIMITATION D'ACCÈS AU SERVICE

6.1 Résiliation à la demande de l'Utilisateur

6.2 Arrêt du Service

6.3 Limitation d'accès, modification ou suppression du Portrait

6.4 Modération des contenus

6.5 Sanctions

7 RECUEIL, UTILISATION ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

8 MODIFICATION DES CGU

9 CORRESPONDANCES

2 GLOSSAIRE

Administrateur :

Sont nommés Administrateurs, le syndicat ainsi que tout Partenaire dûment habilité par celle-ci. Les Administrateurs peuvent avoir notamment pour mission de veiller à la bonne tenue des propos sur le Service, conformément aux présentes CGU. Ils sont alors nommés Modérateurs.

Charte des données personnelles :

Consultable dans les mentions légales du site l'utilisation des données définit la nature des données collectées sur le Service et leurs utilisations.

Identité et Données Personnelles :

Informations personnelles permettant de connaître en partie ou totalement l'identité réelle de l'Utilisateur (Nom, Prénom, Adresse, Téléphone...).

Internaute :

Personne physique utilisant un ordinateur privé ou public lui permettant d'accéder et de surfer sur le réseau Internet.

Modérateur :

Personne habilitée au contrôle a priori ou a posteriori des Textes libres saisis par les Utilisateurs.

Modération a posteriori :

Action visant à accepter, refuser ou désactiver, après publication, un Texte libre saisi par un Utilisateur.

Modération a priori :

Action visant à accepter ou refuser, avant publication, un Texte libre saisi par un Utilisateur.

Annonces :

Saisies par l'Utilisateur, elles permettent l'expression de besoins. Elles sont publiques et donc consultables par tous les Utilisateurs.

Pseudonyme ou Pseudo :

Nom d'emprunt choisi par un Utilisateur lors de son inscription.

Utilisateur :

Toute personne physique utilisant tout ou partie du Service.

Champs Libre / Textes libres:

Texte saisi librement par un Utilisateur pour décrire l'annonce. Ces Textes peuvent faire l'objet d'une modération a priori ou a posteriori, unique ou multiple (plusieurs Modérateurs).

3 DESCRIPTION DU SERVICE

Ce Service permet aux Utilisateurs de rechercher ou de publier des annonces. L'objectif est la mise en relation, de manière libre et volontaire, en fonction des annonces publiées. Vous pouvez consulter cette liste dans « Consultez toutes les annonces ». Cette liste peut faire l'objet de modifications sans préavis.

La mise en relation peut se faire avec les Utilisateurs qui ont créé un compte sur le site www.syndicat-azur.fr.

2.1 Personnes autorisées à utiliser le Service

Sauf exception, le Service est limité à l'usage des particuliers. Entreprises, associations et autres personnes morales ou physiques, ne pourront accéder au Service que si une telle hypothèse a été prévue. La possibilité d'une inscription pour ces personnes sera alors mise en valeur sur la page d'accueil du Service.

2.2 Accès et inscription au Service

L'accès au Service est possible depuis les pages du site du syndicat .

Afin de bénéficier de l'ensemble des fonctionnalités du Service (création d'une annonce, diffusion d'annonces, contacts avec les autres Utilisateurs), l'Internaute doit se créer un Compte.

Tout internaute, sauf s'il a déjà été radié par le syndicat en application des présentes CGU, peut effectuer son inscription au Service afin de créer un Compte.

En confirmant son inscription, l'Internaute devient Utilisateur du Service et accepte sans réserve les présentes CGU.

2.3 Le Portrait et les Annonces de l'Utilisateur

Le Compte permet à l'Utilisateur de créer autant d'annonces qu'il le souhaite, d'être trouvé et contacté par les autres Utilisateurs.

La nature des annonces est limitée aux objets légaux.

3 LES OBLIGATIONS DE L'UTILISATEUR

En s'inscrivant au Service, l'Utilisateur s'engage sans réserve et certifie :

- avoir pris connaissance de l'intégralité des présentes CGU, les accepter et avoir pleine conscience des responsabilités et des engagements qu'elles impliquent;
- respecter les présentes CGU tant et aussi longtemps qu'il se connectera au Service ou agira consécutivement aux informations, services ou contacts obtenus sur ce Service;
- reconnaître pleinement sa responsabilité dans ses interactions avec les autres Utilisateurs, et ses comportements hors-ligne consécutifs à la mise en relation en ligne par l'intermédiaire du Service;
- être responsable de toutes violations des présentes CGU depuis son Compte;
- reconnaître que le syndicat ne peut garantir d'aucune manière la qualité des services proposés par les Utilisateurs, et notamment la correspondance entre leurs déclarations et la réalité;
- reconnaître que les informations et contenus de toute nature disponibles, ou accessibles depuis, le Service, sont fournis à titre indicatif et ne peuvent être considérés comme étant parfaitement exempts d'erreurs ou d'omissions, ou répondant précisément à l'usage auquel les Utilisateurs les destinent;
- savoir que son Compte sera rendu public et consultable par les autres Utilisateurs du Service;
- informer le syndicat sans délai s'il estime que le comportement d'un autre Utilisateur n'est pas conforme à la législation en vigueur et aux présentes CGU. Il devra pour cela utiliser les Adresses de Correspondance du Chapitre 9.

L'Utilisateur s'interdit d'utiliser le Service à des fins de prospection commerciale, sous quelque forme que ce soit et notamment le Spam ou toute communication non sollicitée par les autres Utilisateurs. Cette interdiction s'applique à toute diffusion, non sollicitée, de texte, image ou fichier ayant pour but direct ou indirect la promotion d'un service, d'un événement, d'un contenu ou de toute autre chose disponible en ligne ou hors-ligne dans un cadre commercial au sens large.

En cas de non-respect des engagements décrits ci-dessus, et détaillés par la suite, l'Utilisateur en porterait seul l'entière responsabilité et s'exposerait aux sanctions prévues par la législation française en vigueur.

3.1 Les obligations relatives à la création et à l'utilisation du Compte

Réalité des informations fournies :

L'Utilisateur est seul responsable des informations qu'il indique dans son Compte et ses Annonces. Notamment, l'Utilisateur s'engage à ne pas effectuer de fausses déclarations.

Choix du Pseudonyme :

Le Pseudonyme choisi par l'Utilisateur constitue son identité sur le Service pour l'utilisation de son Compte. Ce Pseudonyme ne doit ni être le nom patronymique d'une autre personne (sauf autorisation expresse de celle-ci), ni faire l'objet de droits appartenant à une autre personne. Il ne doit pas être vulgaire ou blessant, être contraire aux dispositions des présentes CGU, ni être utilisé d'une manière pouvant nuire, en quelle que manière que ce soit, à toute personne physique ou morale. L'Utilisateur n'est pas propriétaire de son Pseudonyme, ni du Compte qui s'y rattache. Les Administrateurs se réservent le droit de lui demander d'en changer ou de procéder à sa radiation dans les conditions précisées dans les présentes CGU.

Sécurité et suivi du Portrait :

L'Utilisateur est tenu :

- de ne jamais révéler son mot de passe à quiconque et de préserver sa confidentialité (les Administrateurs ne le demandent jamais aux Utilisateurs) ;
- de consulter régulièrement sa messagerie du Service, ainsi que l'e-mail associé à son Portrait, de manière à prendre connaissance des messages envoyés par les autres Utilisateurs et les informations importantes relatives à son Compte envoyées par les Administrateurs ;
- de surveiller régulièrement l'utilisation de son Compte et d'informer immédiatement les Administrateurs (cf. Chapitre 9) s'il constate ou soupçonne une utilisation frauduleuse de celui-ci.

Si les Administrateurs ont quelques raisons de croire que la sécurité du mot de passe est menacée, ils se réservent le droit de le changer, de bloquer le Portrait et de notifier l'Utilisateur concerné.

3.2 Le respect des prescriptions légales

3.2.1 Protection de l'Ordre Public

L'Utilisateur engage sa seule responsabilité et s'interdit d'employer, créer, transmettre, télécharger et afficher tout terme, expression, contenu ou accès à des contenus (même extérieurs au Service) susceptibles d'être constitutifs de crimes ou délits selon la législation française en vigueur, et notamment :

- la provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence en raison de la race, de l'ethnie, de la nation, des convictions politiques, spirituelles ou religieuses d'un individu ou d'un groupe d'individus;
- la pédophilie, la vente d'organe, de substances illicites, d'armes ou de tout autre objet et/ou prestation illicite, faisant l'apologie du terrorisme, des crimes de guerre, du nazisme, la contestation de l'existence de crimes contre l'humanité;
- la création ou diffusion de fausses nouvelles, d'informations relatives à l'adoption, au procès, au suicide, à une situation fiscale;

- l'atteinte à l'autorité de la justice, aux bonnes mœurs
- la diffusion de sondages et simulations de votes relatifs à une élection ou un référendum;
- la diffamation ou l'injure, l'atteinte à la vie privée, le dénigrement de marques ou personnes morales, ou toute violation des droits de tiers et des droits de propriétés intellectuelles et d'auteurs;
- tout contenu comprenant des virus informatiques ou tout autre code, dossier ou programme conçus pour ou susceptibles d'interrompre, détruire ou limiter la fonctionnalité de tout logiciel, ordinateur, ou outil de télécommunication, etc.

Par ailleurs, le syndicat ne pouvant s'engager à contrôler le contenu de sites externes, l'Utilisateur s'interdit d'indiquer des liens Internet dans son Compte et dans ses Annonces. Les Utilisateurs engagent leur seule responsabilité dans les propos qu'ils utilisent sur le Service. Le syndicat ne peut les cautionner d'aucune manière et ne peut garantir leur exactitude. Chaque Utilisateur doit donc faire preuve de prudence et de discernement lors de la consultation des Annonces.

3.2.2 Respect de la législation en vigueur

Entre autres:

Travail clandestin: le syndicat n'est pas en mesure, et n'a pas pour rôle, de contrôler les modalités d'échanges de services. En cas de facturation de ses services, l'Utilisateur s'engage à respecter le cadre légal prévu à cet effet notamment les Codes du Commerce, des Sociétés, de la Concurrence ou du Travail. En cas d'activité clandestine et illégale, faisant suite à l'utilisation du Service, l'Utilisateur en porte l'entière responsabilité.

Lutte contre le Paracommercialisme :

Des règles de protection du consommateur (articles L. 442-2, L. 121-1, L. 121-16 et suivants du Code de commerce ; articles 1369-4 et suivants du Code civil, ...)

Des règles sociales et fiscales (Régime du travailleur indépendant,...)

Lutte contre la Contrefaçon :

Le syndicat met en oeuvre une politique claire de lutte contre la contrefaçon et rappelle à ses utilisateurs que « toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur (L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle) » peut entraîner une condamnation à des peines de 5 ans d'emprisonnement et de 500 000€ d'amende selon la loi du 29 octobre 2007.

Les utilisateurs se doivent de signaler les contenus manifestement contrefacteurs, par les moyens qui leur sont donnés.

4 REGLES DE COMPORTEMENT ET VIGILANCE DE L'UTILISATEUR

4.1 Règles de comportement à l'égard des autres utilisateurs

En s'inscrivant au Service et en communiquant, de quelle que manière que ce soit, avec les autres Utilisateurs du Service, l'Utilisateur s'engage à observer rigoureusement la législation en vigueur relative au respect des personnes ainsi que les normes de communication et d'échange les plus courantes sur Internet (Netiquette) et plus particulièrement les règles de comportements énumérées ci-après :

- ne pas tenter d'induire en erreur d'autres Utilisateurs en usurpant le nom ou la dénomination sociale d'autres personnes ou en se faisant passer pour un employé ou du syndicat, de ses Partenaires, d'un modérateur, d'un guide, ou d'un hébergeur ;

- respecter la volonté des autres Utilisateurs souhaitant interrompre les échanges et correspondances avec lui, quelques en soient les formes et les supports, en ligne et hors-ligne.

4.2 Prudence et Protection des mineurs

Soucieux de la sécurité et du respect de la vie privée de ses Utilisateurs, et plus particulièrement des mineurs, le syndicat invite les parents à surveiller l'accès à l'Internet de leurs enfants ainsi que leur usage éventuel du Service, gardant à l'esprit que ce Service est conçu pour toucher un large public et que, en leur qualité de tuteur légal, il est de leur responsabilité de déterminer quel service est ou non approprié pour leur(s) enfant(s) et de surveiller l'utilisation qu'en font ces derniers.

Les Utilisateurs du Service s'engagent à respecter et protéger les mineurs et à s'abstenir à leur égard de toute proposition ou initiative contraire à leur volonté exprimée ou à la législation en vigueur. Les Utilisateurs s'interdisent de porter atteinte, de quelle que manière que ce soit, à la sensibilité ou à l'intégrité morale ou physique de mineurs, notamment par la fabrication, le transport et la diffusion de contenus ou messages à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter atteinte à la dignité humaine.

4.3 Prudence et Rencontres hors-ligne

L'attention des Utilisateurs est attirée sur les risques inhérents à tout contact, dans la "vie réelle", avec des personnes inconnues ou connues uniquement par le biais d'échanges en ligne. Il leur est recommandé d'observer la plus grande prudence dans le cas de telles rencontres.

En s'inscrivant au Service, l'Utilisateur se reconnaît pleinement responsable de ses interactions et comportements hors-ligne, consécutifs aux mises en relation par le Service avec les autres Utilisateurs.

5 LIMITATION DE RESPONSABILITE

Les Utilisateurs du Service engagent leur seule responsabilité en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des présentes Conditions Générales d'Utilisation.

Le syndicat ne peut être responsable, de quelques manières que ce soit, pour d'éventuels dommages ou dégâts, accidentels ou volontaires, dont un Utilisateur pourrait se plaindre ou subir du fait du comportement d'un autre Utilisateur avec lequel il serait entré en contact par l'intermédiaire du Service.

Le Service est par principe accessible 24/24h, 7/7j, sauf interruption, programmée ou non, pour les besoins de sa maintenance ou cas de force majeure. Etant de fait soumis à une obligation de moyens, nous ne saurions être tenus responsable de tout dommage, quelle qu'en soit la nature, résultant d'une indisponibilité du Service.

Les informations, contenus et fonctionnalités du Service font périodiquement l'objet de modifications. Le syndicat peut être amenée à apporter, à tout moment, de telles modifications. Le syndicat se réserve le droit, à tout moment, de modifier, interrompre temporairement ou de manière permanente tout ou partie du Service, et cela sans information préalable des Utilisateurs.

6 DROITS ET LIMITATION D'ACCÈS AU SERVICE

6.1 Résiliation à la demande de l'Utilisateur

Conformément à la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978, dite Loi «Informatique et Libertés», tout Utilisateur dispose, à tout moment et quelle qu'en soit la raison, d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des Données Personnelles qu'il aurait indiqué lors de l'utilisation du Service.

Pour exercer ses droits, l'Utilisateur peut :

- accéder à son Portrait en s'authentifiant afin de modifier et/ou supprimer ses informations et ses Annonces;
- accéder à la désinscription en envoyant un message par la page «Contactez-nous»

L'acte de résiliation supprimera définitivement les informations fournies par l'Utilisateur.

6.2 Arrêt du Service

L'Utilisateur reconnaît également que le syndicat ne pourra être tenue pour responsable des conséquences que lui-même ou des tiers pourraient subir en cas d'interruption du Service.

L'Utilisateur reconnaît également que le syndicat ne pourra être tenue pour responsable des conséquences que lui-même ou des tiers pourraient subir en cas d'interruption du Service du fait du syndicat.

6.3 Limitation d'accès, modification ou suppression du Portrait

L'Utilisateur reconnaît aux Administrateurs :

- le droit de limiter ses droits d'accès au Service ;
- le droit de modifier son Pseudonyme ;
- le droit de retirer ou de déplacer tout contenu créé par lui ;
- le droit de supprimer son Portrait et d'interrompre ainsi totalement la fourniture du Service.

De telles mesures peuvent être prises à tout moment et sans mise en demeure préalable par les Administrateurs, notamment si ceux-ci estiment que l'Utilisateur n'a pas respecté ces présents engagements.

6.4 Modération des contenus

Le Service mis en place par le syndicat est l'objet d'une modération (a priori ou a posteriori) afin d'assurer la tranquillité de la communauté des utilisateurs.

La modération ne vise que les annonces contraires aux présentes CGU ou à la législation en vigueur.

Le modérateur pourra aussi bien agir sur les contenus (une partie seulement ou la totalité) que sur les profils de l'Utilisateur contrevenant.

6.5 Sanctions

Les Administrateurs se réservent le droit de prendre toute mesure leur semblant adéquate à l'encontre de tout Utilisateur contrevenant, selon elle, aux dispositions de la législation en vigueur ou des présentes CGU.

Ces mesures comprennent notamment :

- un ou plusieurs avertissements adressés à l'Utilisateur en cause ;
- son exclusion du Service ;
- des actions en justice.

Il est précisé que les Administrateurs déterminent, à leur seule discrétion, si le comportement d'un Utilisateur contrevient aux CGU ou à la législation en vigueur.

7 RECUEIL, UTILISATION ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les règles relatives au recueil, à l'utilisation et à la protection des données personnelles des Utilisateurs du Service, ainsi que les engagements de ce dernier en la matière, sont exposés dans les mentions légales du site.

Rappel : Le syndicat respecte les normes européennes et françaises les plus contraignantes de protection de la vie privée et des données personnelles.

Conformément à la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978, dite Loi «Informatique et Libertés», tout Utilisateur dispose, à tout moment et quelle qu'en soit la raison, d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des Données Personnelles qu'il aurait indiqué lors de l'utilisation du Service.

Inactivité : En cas d'inactivité d'un Portrait durant plus de 1 an, toutes les informations concernant l'Utilisateur seront automatiquement supprimées (un mail ou plusieurs mails d'alerte pourront vous être envoyés).

[Revenir au sommaire](#)

8 MODIFICATIONS DES CGU

Le syndicat pourra modifier à tout moment les présentes CGU. Les Utilisateurs seront informés de la nature de ces modifications par leur mise en ligne. Ces modifications sont applicables 1 mois après leur mise en ligne. Ainsi les Utilisateurs, qui auront été préalablement informés, pourront les refuser durant ce délai en le signalant par les moyens mis à leur disposition. En cas de refus, l'Utilisateur devra arrêter immédiatement toute utilisation du Service et son portrait sera supprimé ainsi que toutes ses informations. Une fois ce délai passé, les nouvelles CGU sont réputées acceptées.

[Revenir au sommaire](#)

9 CORRESPONDANCES

Veillez adresser toutes vos correspondances en utilisant la page «Contactez-nous» du Service et en sélectionnant le sujet correspondant à votre demande.